

Résolution adoptée

Séance plénière du 9 juillet 2025

Transition écologique, la société civile appelle à maintenir le cap

Déclaration du groupe CGT

Lire dans le rapport Labaronne que nous accordons une trop grande place aux enjeux environnementaux est inquiétant. Il témoigne de postures politiques dangereuses niant l'urgence d'agir pour faire face à l'urgence climatique.

Les faits sont pourtant là, implacables, rappelé par le Haut Conseil pour le Climat.

Des inondations meurtrières de Valence en Espagne à celles survenues ces derniers jours au Texas, chaque catastrophe invite à changer de cap.

La résolution rappelle l'importance de la démocratie citoyenne pour tenir compte des besoins des populations et construire un nouveau modèle de société pérenne.

Elle rappelle aussi que la transition écologique doit s'articuler avec des mesures de justice sociale. Les dernières statistiques de l'Insee montrent que la pauvreté s'amplifie et que les inégalités se creusent. Or les plus fragiles - précaires, femmes, jeunes – sont les premières victimes et les travailleurs paieront également le prix fort. Le constat est mondial et la situation alimente les migrations économiques et climatiques, face auxquelles la fermeture des frontières est un non-sens.

Face à cette réalité, l'inaction ou les reculs ne sont plus de mise. Les politiques publiques doivent être renforcées et non affaiblies : Il faut accélérer la décarbonation de l'économie, investir massivement dans les énergies renouvelables, soutenir la sobriété énergétique et garantir une transition juste pour les salarié.es, les populations et les territoires. Cela implique des choix clairs : conditionner les aides publiques à des engagements sociaux et environnementaux, sécuriser les parcours professionnels, et faire de la justice sociale le cœur de la transition.

La CGT appelle à faire de la lutte contre le dérèglement climatique et de la recherche de la justice sociale la boussole des politiques publiques et des prochains budgets de l'Etat. A ce titre, le CESE comme les CESER, sont des atouts précieux pour faire vivre la démocratie citoyenne et éclairer les décisions publiques.

Le groupe CGT a voté cette résolution.